



PLUS QUESTION DE LAISSER FAIRE,

LA RÉVOLTE EST NÉCESSAIRE !

En début d'année, après plusieurs semaines d'une intense campagne de propagande, le projet de zone basse émissions est entré dans sa phase opérationnelle. En ce moment, ce sont 175 caméras ANPR qui sont déployées aux principaux noeuds du réseau routier (et pas seulement aux « entrées urbaines »), comme en témoignent ces boîtiers blancs en forme de jumelle, rivés sur nos déplacements.*

Après les portiques de sécurité dans le métro, après les caméras intelligentes et les militaires dans les rues, au tour de la reconnaissance des plaques d'envahir la ville. Et la stratégie des autorités est toujours la même. Ils commencent par des tests préliminaires, soigneusement calculés et évalués, avant d'étendre le projet à grande échelle. En fait ces tests ont pour but de mettre à l'épreuve nos réactions. L'État mesure jusqu'où il peut aller sans rencontrer de résistance. En espérant, pour la réussite de son expérience, que chacun-e reste parfaitement indifférent-e à ce que sa liberté soit supprimée. - Ce n'est qu'après avoir brisé notre envie de résister que l'État peut faire accepter son oppression comme une vie « normale ».

C'est la même logique à l'oeuvre pour les caméras publiques. Bien sûr l'État n'a pas installé tout de suite un dôme de surveillance à tous les coins de rue. Il a commencé d'abord par filmer les allées et venues des usagers du métro, et remarqué l'indifférence générale. Alors il a placé des yeux électroniques ici et là dans l'espace urbain, et les gens n'ont pas bougé davantage. Il a introduit le zoom, la vision à 360 degrés, et personne n'a froncé les sourcils. Aussi continue-t-il, pas à pas, à franchir de nouveaux seuils.

Devant l'absence de réaction, le pouvoir se sent conforté à poursuivre sa stratégie au rythme qui lui convient. De fait l'invasion technologique progresse chaque jour sur notre silence et notre inaction, qui sont le meilleur ciment du contrôle social...

Mais de là aussi la fragilité du système, puisqu'une ligne de fracture dans la résignation pourrait tout faire basculer.

Donc si les caméras peuvent bien sembler irrémédiables (*trop nombreuses ? inatteignables ?*), en vérité elles reposent, aujourd'hui comme hier, sur la volonté de ceux qui les subissent. Car aucun oeil policier n'est hors de portée de la révolte. Il y a toujours un point faible, un imprévu, une faille dans laquelle déchaîner nos désirs rebelles. Les émeutes d'ici et d'ailleurs en sont la plus belle démonstration : au fond les infrastructures du contrôle sont loin d'être invulnérables, et une foule en insurrection y viendrait à bout en l'espace de quelques nuits enflammées.

Alors que l'oppression s'installe plus profondément jour après jour, supprimant les dernières parcelles de liberté, il appartient à chacun et chacune de faire un choix dans sa propre vie. On peut continuer à endurer l'insulte de la soumission, ou bien, pour sa survie et sa liberté, cesser d'accepter l'inacceptable. On peut laisser d'autres penser à notre place, ou s'intéresser enfin à ce qui nous concerne. On peut rester abasourdi devant le monstre, ou chercher les moyens de sa destruction. On peut se bercer d'illusions en attendant des jours meilleurs, ou passer à l'attaque ici et maintenant.

* Le projet Low Emission Zone prévoit d'interdire l'accès en ville aux véhicules les plus polluants ». Les fausses préoccupations de « santé publique » cachent mal les intentions policières de l'opération : enregistrer le déplacement de tous les véhicules en circulation à Bruxelles par des caméras ANPR (reconnaissance automatique des plaques).